

Fiche d'information Rio+20

Source: Heinz Veit

Fiche d'information no. 2, 2012



Source: NASA

Les régions de montagne – une priorité dans un monde effréné et en Suisse

Les régions de montagne offrent des biens et des services qui favorisent le bien-être, le développement durable et une économie mondiale plus verte. Mais elles sont confrontées à certains défis qui menacent la pérennité de ces bienfaits. La communauté mondiale est tenue d'agir – il faut impérativement élaborer un plan de mesures pour les régions de montagne.

Le développement durable passe par les régions de montagne

Les régions de montagne occupent 24% des terres émergées (hormis l'Antarctique) et hébergent 20% de la population mondiale. Si on excepte les vastes hauts plateaux et les vallées reculées, elles représentent encore 12,3% de la superficie terrestre. Elles renferment 60 à 80% des ressources planétaires en eau douce, qui alimentent la population en eau de boisson et irriguent les cultures dans les plaines. La force hydraulique est aussi utilisée par l'industrie et par l'économie axée sur l'écologie («économie verte»). Les montagnes fournissent des minéraux et des ressources phylogénétiques en abondance. Dix-sept des trente-quatre hauts lieux de la biodiversité dans le monde (régions particulièrement riches en termes de diversité des espèces) sont en montagne. Elle est une destination touristique très prisée dans un monde toujours plus urbanisé, notamment dans les pays industrialisés. Les Alpes, avec plus de 540 millions de nuitées par an, sont ainsi la deuxième destination touristique globale après les côtes méditerranéennes.

Les régions de montagne – une richesse menacée

Les régions de montagne sont confrontées à certains défis qui menacent la pérennité de biens et services importants. Ils

concernent particulièrement les pays en développement et en transformation, où la dégradation des terres, accentuée par une utilisation inappropriée du sol, pose un gros problème. Environ 90% des plus de 1,2 milliard de personnes vivant en montagne, habite dans ces pays et la sécurité alimentaire de près de 40% d'entre elle est menacée. Contrairement aux régions homologues des pays industrialisés, les infrastructures y sont souvent peu développées et la population locale est politiquement marginalisée. De plus, les régions montagneuses sont fréquemment touchées par des catastrophes naturelles. C'est ainsi que 55% de leur superficie est exposée aux tremblements de terre, contre seulement 36% pour les régions de basse altitude. Les reliefs sont très sensibles au changement climatique, ce qui se traduit notamment par une fonte rapide des glaciers, dont les conséquences débordent largement des régions de montagne.

Des opportunités de collaboration

La montagne occupe plus de 50% de la superficie de 53 pays et 25 à 50% de 46 autres. De nombreux pays moins accidentés ont besoin des ressources qu'elle offre, comme l'eau douce, la biodiversité ou l'air pur. Les pays montagneux ont un passé différent en termes de population, économie,

sc | nat 

Swiss Academy of Sciences
Akademie der Naturwissenschaften
Accademia di scienze naturali
Académie des sciences naturelles

Cette fiche d'information a été réalisée en collaboration avec la Direction du développement et de la coopération (DDC), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), l'Office fédéral du développement territorial (ARE), le Centre for Development and Environment (CDE), le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et la Commission interacadémique Recherche alpine (ICAS).

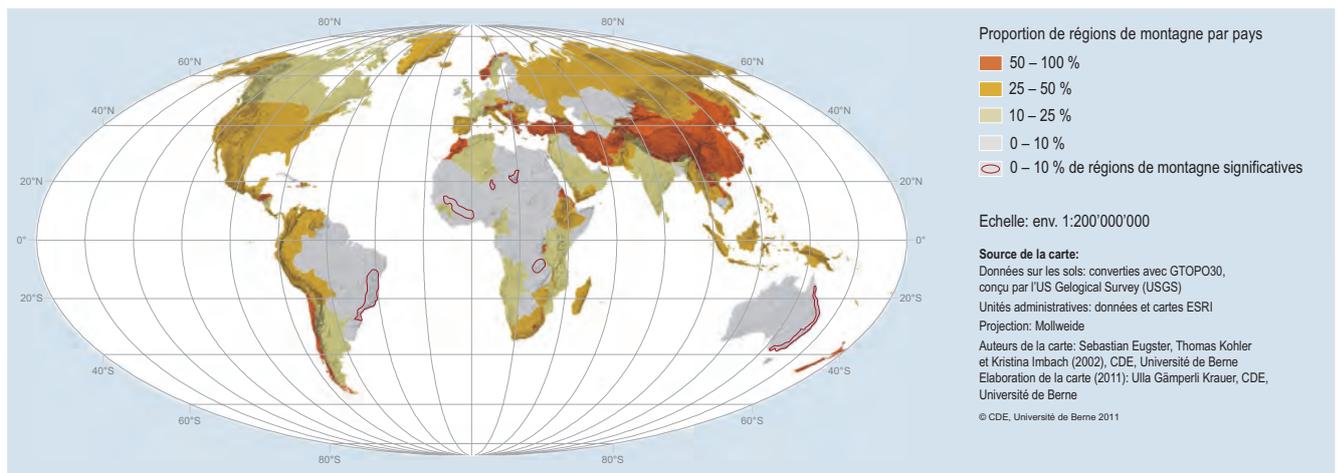


Figure 1: La carte présente la répartition des régions de montagne dans le monde. Source: CDE, Université de Berne, 2009.

culture et environnement, mais ils sont fréquemment confrontés à des défis similaires, ce qui ouvre les portes à la collaboration. Les régions de montagne étant souvent à cheval sur des frontières, il faut saisir cette occasion d'unir les forces pour gérer l'eau, exploiter la force hydraulique, favoriser la biodiversité, promouvoir le tourisme ou construire des infrastructures.

Les Alpes, région pilote pour la collaboration transfrontalière

Les Alpes sont un milieu de vie et un espace naturel d'un seul tenant, connecté avec les régions voisines, qui présente des opportunités et des défis. De nombreuses tendances, comme le changement climatique, la concurrence économique internationale, le trafic à travers les Alpes, la diminution de la biodiversité et l'évolution démographique requièrent des stratégies ne s'arrêtant pas aux frontières nationales. Depuis 1991, huit pays alpins dont la Suisse s'investissent dans le cadre de la Convention alpine pour favoriser un développement durable. L'Union européenne, avec son programme « Espace alpin », soutient le développement économique, l'établissement de partenariats et de réseaux et l'échange de connaissances. En constituant des régions métropolitaines et des macrorégions, elle pose la question des relations futures entre l'espace alpin et les régions voisines.

Bibliographie

- FAO 2011. Why invest in sustainable mountain development? Food and Agricultural Organization of the United Nations. Rome.
- Kohler T., Maselli D. (editors) 2009. Mountains and Climate Change. From Understanding to Action. Geographica Bernensia and Swiss Agency for Development and Cooperation. Bern.
- Körner C., Paulsen J., Spehn E.M. 2011. A definition of mountains and their bioclimatic belts for global comparisons of biodiversity data. Alpine Botany, Volume 121, 73–78.
- Messerli B., Ives J. 1997. Mountains of the World. A global Priority. Parthenon Publishing. London and New York.
- Spehn E., Rudmann-Maurer K., Körner C., Maselli D. (editors) 2009. Mountain Biodiversity and Global Change. GMBA-DIVERSITAS. Basel.
- UNEP World Conservation Monitoring Centre. 2002. Mountain Watch.

Un nouveau plan d'action pour les régions de montagne

- **Stratégies spécifiques:** Les régions de montagne ont besoin de stratégies ciblées à l'échelon national et de programmes s'inscrivant dans la collaboration politique à l'échelon international.
- **Collaboration transfrontière et régionale:** De nombreux écosystèmes montagneux et les services qu'ils offrent bénéficient à des régions éloignées, notamment des grandes villes situées en basse altitude. La collaboration entre les pays concernés et avec les riverains amont et aval augmente l'efficacité des mesures.
- **Gouvernements et institutions:** Les objectifs de l'Agenda 21 demandent que les populations de montagne participent à toutes les décisions, de la planification à la mise en œuvre. Les institutions doivent être conçues dans cette perspective.
- **Indemnisation des biens et services écosystémiques:** Les populations de montagne profitent peu des biens et services écosystémiques qu'elles mettent à disposition des autres. Une indemnisation complète soutient les populations locales, diminue la pauvreté et garantit la fourniture de biens et services sur le long terme.
- **Economie verte et innovation:** Les produits agricoles issus des régions de montagne demandent très peu d'apport extérieur. Les stratégies les soutenant apportent une plus-value à ces régions. Il faut privilégier des formes de tourisme, industrie, exploitation minière et utilisation de la force hydraulique qui répondent aux impératifs du développement durable.
- **Centres de compétence régionaux:** Le manque d'informations sur les régions de montagne empêche de prendre des décisions pertinentes et des mesures efficaces. Elles ont un besoin urgent de centres de recherche et de technologie régionaux, de compétences et de conseils politiques adaptés.

Les régions de montagne suisses sous pression

Les régions de montagne recouvrent deux tiers de la Suisse. Elle leur doit son identité, mais aussi sa renommée mondiale, forgée par les destinations touristiques des Alpes et l'industrie horlogère du Jura. Elle a su les intégrer jusqu'ici dans son développement politique et économique. Mais l'évolution durable est remise en cause dans certaines d'entre elles à cause de tendances lourdes (mondialisation, urbanisation).

Où en sont la Suisse et ses régions de montagne?

De 1992 à 2012: évolutions positives et points forts

Au cours des vingt dernières années, la Suisse a créé des conditions favorables au développement durable de ses régions de montagne, comme l'article constitutionnel sur la protection des Alpes. Elle a joué un rôle précurseur dans la politique européenne des transports, introduit précocement des paiements directs liés aux prestations dans l'agriculture, développé continuellement sa politique régionale et sa péréquation financière, amélioré l'exploitation de l'eau, fondé de nouveaux parcs et institué le Fonds suisse pour le paysage. Grâce au Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), elle a réussi à regrouper les forces politiques dans leur intérêt. De nombreuses organisations d'utilité publique, comme l'Aide suisse aux montagnards, s'appuient sur la solidarité de la population helvétique pour procurer de nouvelles opportunités aux protagonistes privés des régions de montagne. La recherche alpine, pratiquée dans de nombreux instituts, a étudié des sujets comme l'utilisation durable de la terre, l'exploitation de l'eau, le changement climatique, les dangers naturels ou la gestion des visiteurs dans le cadre de nombreux projets, ce qui permet maintenant de prendre des décisions politiques bien étayées. Ayant compris l'importance de la collaboration à l'échelle des Alpes, la Suisse s'est investie dans le programme «Espace alpin» (INTERREG) et dans la Convention alpine. Elle s'est aussi fait l'avocate des régions de montagne dans le monde par l'intermédiaire de la DDC.

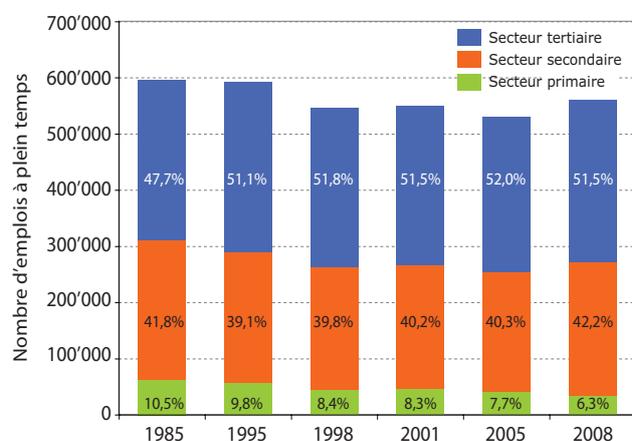


Figure 2: Le secteur tertiaire domine le tissu économique des régions de montagne suisses depuis 1985. Il a légèrement augmenté entre 1985 et 2008 (tertiarisation), alors que le secteur primaire (surtout l'agriculture) a décliné continuellement. Source: SAB 2012.

De 1992 à 2012: évolutions critiques et points faibles

La Suisse urbaine moderne supplante progressivement l'Helvétie agricole traditionnelle, notamment dans les régions de montagne: plus de 60% de leur population vit aujourd'hui dans de grandes localités. L'attrait de la montagne comme lieu d'habitation et de loisir, l'avènement de la résidence secondaire et la croissance économique ont suscité une forte demande de logements en propriété. La frénésie d'investissement, de construction et d'immigration a provoqué de fortes disparités à l'intérieur de nombreuses régions, notamment de montagne. Les destinations phares et les cantons montagneux aisés côtoient des régions périphériques au faible potentiel de développement, dans lesquelles le service public est démantelé, les places de travail disparaissent et l'exploitation agricole cesse. La perte de diversité, due entre autres à l'intensification de l'agriculture, n'a pas pu être enrayerée jusqu'ici. Le développement fléchit dans des secteurs importants, notamment suite au transfert du trafic de transit sur le rail et au changement climatique – qui affecte surtout le tourisme hivernal.

Des faits à propos des régions de montagne suisses

Les régions de montagne ...

- ... réalisent 87 % du revenu national.
- ... produisent 32 % de l'électricité consommée en Suisse.
- ... enregistrent jusqu'à vingt millions de nuitées par an.
- ... perdent dix exploitations agricoles par semaine.

Dans les régions de montagne ...

- ... la population a crû de 15 % entre 1990 et 2008 (Suisse: 14 %).
- ... 41,4 % de la population habite dans une commune de plus de 5000 habitants (2010).
- ... la forêt a gagné une superficie égale à celle du canton de Glaris au cours des huit dernières années.
- ... la superficie des glaciers a diminué de 20 % depuis 1992.¹
- ... des parcs d'importance nationale occupent 21,1 % de la superficie (2011).²

Sources: SAB 2012; ¹Frank Paul, Université de Zurich; ²Réseau des parcs suisses.

Défis à relever jusqu'à Rio+30

1. Elaboration d'une stratégie applicable aux zones rurales, par exemple création de nouveaux axes de développement Plateau-Alpes.
2. Adaptation au changement climatique: développement d'une nouvelle culture du risque pour gérer les dangers naturels; remodelage du tourisme dans les Alpes; élaboration de stratégies pour préserver la biodiversité.
3. Encouragement et accroissement de la production d'énergie renouvelable, pilier d'une économie verte dans l'espace alpin, dans le cadre d'une planification nationale multisectorielle.
4. Indemnisation convenable par les bénéficiaires des ressources et des services écosystémiques fournis par les régions de montagne, afin de maintenir leur fonction de «jardins suspendus de l'Europe».
5. Maîtrise de l'urbanisation en favorisant la densité urbaine et en appliquant le nouvel article constitutionnel concernant la part de résidences secondaires.
6. Préservation d'une desserte de base dans l'ensemble du territoire et suivi actif de la transformation des structures.
7. Encouragement du transfert du trafic de transit sur le rail.
8. Amélioration de la coopération territoriale à l'intérieur de la Suisse et au-delà de ses frontières, en mettant davantage l'accent sur les relations fonctionnelles.
9. Augmentation de la compétitivité des principales activités économiques des régions de montagne, en appliquant des stratégies adéquates.
10. Renforcement du rôle de la Suisse dans la coopération internationale au sujet des régions de montagne.



Figure 3: Les glaciers alpins témoignent les conséquences du réchauffement climatique. (Photo: M. Cimeli)

Bibliographie

Debarbieux B., & Price M. (eds.) 2011. The Alps. From Rio 1992 to 2012 and beyond: 20 years of Sustainable Mountain Development – What have we learnt and where should we go? Bundesamt für Raumentwicklung, Bern.

Comité de direction du PNR 48 (ed.) 2007. Paysages et habitats de l'arc alpin: Entre valeur ajoutée et valeur appréciée. Zurich: vdf Hochschulverlag.

Lucerne World Mountain Conference 2011:
<http://mountainslucerne2011.mtnforum.org/>

SAB 2012. Les régions de montagne suisses 2012. Faits et chiffres. Berne.

Stöcklin J. et al. 2007. Utilisation du sol et diversité biologique dans les Alpes: faits, perspectives, recommandations. Zurich: vdf Hochschulverlag.

Personnes de contact (monde):

Dr. Daniel Maselli, daniel.maselli@deza.admin.ch
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères, CH-3003 Bern

Dr. Thomas Kohler, thomas.kohler@cde.unibe.ch
Centre for Development and Environment (CDE)
Université de Berne, Hallerstrasse 10, CH-3012 Bern

Personnes de contact (Suisse):

Silvia Jost, silvia.jost@are.admin.ch
Office fédéral du développement territorial (ARE), CH-3003 Bern

Andreas Stalder, andreas.stalder@bafu.admin.ch
Office fédéral de l'environnement (OFEV), CH-3003 Bern

Thomas Egger, thomas.egger@sab.ch
Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB)
Seilerstr. 4, CH-3001 Bern

Dr. Thomas Scheurer, thomas.scheurer@scnat.ch
Commission interacadémique recherche alpine (ICAS)
Schwarztorstrasse 9, CH-3007 Bern



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

Office fédéral de l'environnement OFEV

Office fédéral du développement territorial ARE

u^b

**UNIVERSITÄT
BERN**

**CDE
CENTRE FOR DEVELOPMENT
AND ENVIRONMENT**

Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB)
Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB)
Gruppo svizzero per le regioni di montagna (SAB)
Grupa svizra per las regions da muntogna (SAB)



a⁺

Académies suisses
des sciences

**ICAS
Commission interacadémique recherche alpine**